

Le coup de gueule des praticiens

Hier, ils étaient une petite quinzaine à faire le pied de grue devant l'entrée du centre hospitalier Pierre-Oudot (CHPO).

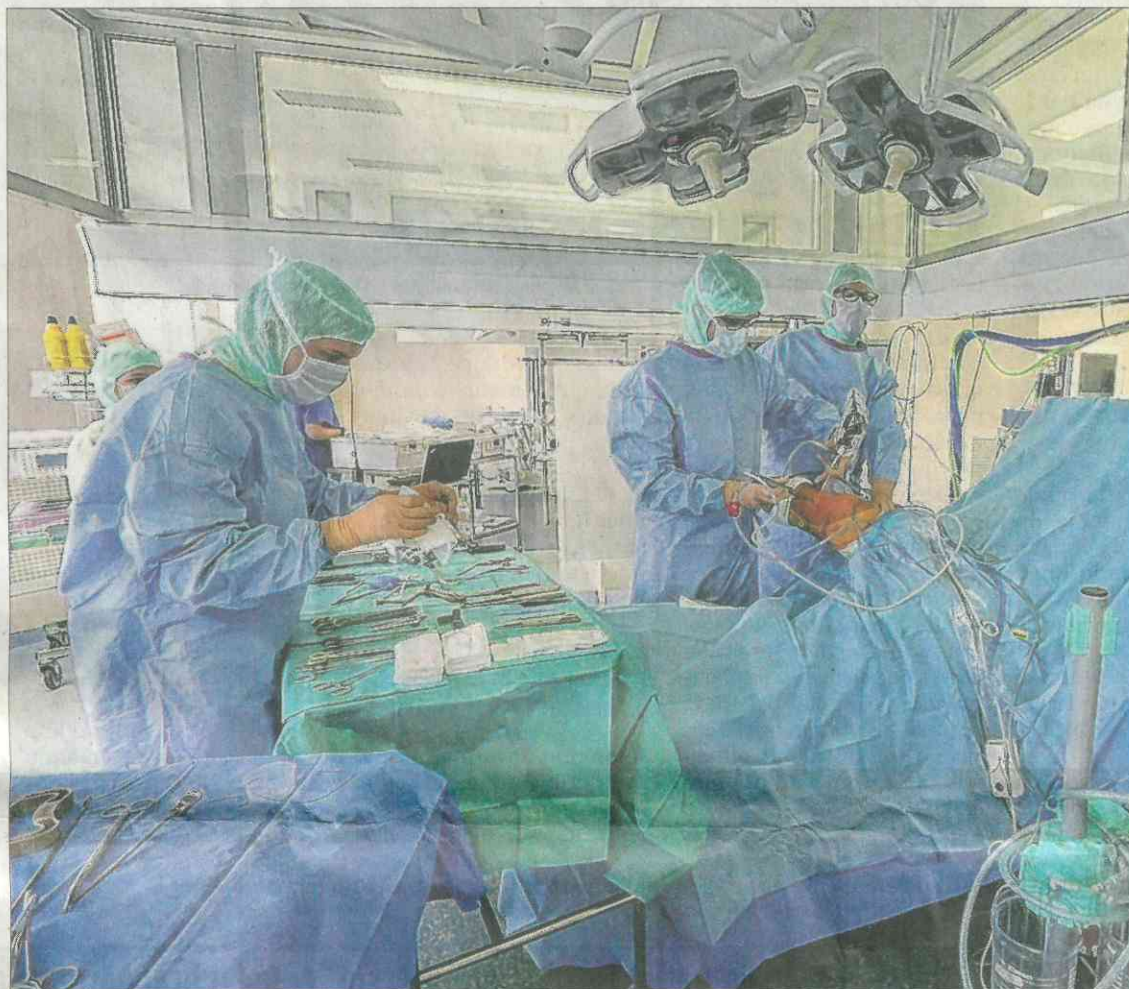
Venus de Grenoble, de Voiron, de Lyon ou encore de Savoie, ces praticiens hospitaliers étaient là pour manifester leur mal-être et dénoncer « la dégradation de leurs conditions de travail », à l'échelle nationale. Pourquoi l'hôpital de Bourgoin-Jallieu ? Par sa position centrale, et « parce qu'il est représentatif de ce que l'on vit dans les autres hôpitaux ».

« Un management inhumain »

Si ces derniers avaient espéré pouvoir se réunir au sein du CHPO, las, c'est sous l'auvent de la pizzeria juste en face qu'ils ont dû s'installer, la direction de l'hôpital leur en ayant refusé l'accès.

« Nous aimons ce que nous faisons, mais pas la façon dont on nous le fait faire », lâche en préambule Claire Gekière, psychiatre en Savoie. « C'est pour cette raison que nous, praticiens hospitaliers, avons écrit une lettre à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn (lire ci-contre), et souhaitons la rencontrer. Nous ne supportons plus de voir dépérir le service public, et nous en avons assez d'être soumis à un management inhumain, contre-productif et destructeur. »

« Les directeurs des hôpitaux ne sont même pas mé-



Les praticiens espèrent rencontrer la ministre de la Santé pour lui faire part de leurs propositions. Archives Le DU/C.A.

decins ! dit, incrédule, Mustapha Soussi, membre de l'Association des médecins urgentistes de France. C'est du management d'entreprise qu'on fait dans les hôpitaux. »

Autour de la table, les praticiens présents énoncent,

pêle-mêle, certaines menaces émanant de la hiérarchie, telles que "je peux fermer votre service"; "vous avez de la chance que je continue à embaucher votre femme"; "vous n'êtes pas là pour faire de la médecine mais pour faire rentrer du fric"...

Patients "rentables" et "non-rentables"

Christine Bertrand, pédopsychiatre à Saint-Egrève, elle, dénonce le manque d'effectifs : « Je suis praticienne depuis 40 ans, et je continue d'exercer car il n'y a personne pour me remplacer ! Avant, dans les centres médico-psychologiques, il fallait trois mois pour prendre rendez-vous. Mainte-

nant, c'est un, deux ans ! Las d'attendre, les patients ne viennent plus. Vu que l'afflux de personnes baisse, on ferme des lits. Et vu qu'on ferme des lits, on baisse les effectifs de médecins. Et ainsi de suite. » La définition parfaite d'un cercle vicieux.

Pressions, temps d'attente, épuisement... Pas besoin d'aller chercher très loin pour trouver la source de tous ces problèmes : l'argent. « On nous demande encore et toujours des économies, ce qui crée des aberrations, détaille le Dr Soussi. Une secrétaire qui joue le rôle d'infirmière, une agent de santé hospitalière qui doit effectuer des tâches d'aide-soignante... » « Tout a basculé quand on a commencé à parler de malades "renta-

bles" et "non-rentables" et "ne regrette Cy Syndicat national des praticiens hospitaliers s'installe sur le m Mais vous compte ? C'ble ! »

Tous les p sents, sans dans leur en lègue qui a out. « C'est On nous de mieux avec l en jeu la san

Et l'un des sents de cit homme de l'Aude, déc dernier. Ce gences les étaient ferm médecins.



Christine Bertrand, psychiatre à Saint-Egrève et Cyrille Venet, membre du syndicat national des médecins hospitaliers (FO) font partie des signataires de la lettre envoyée à la ministre de la Santé. Photos Le DU/M.T



Une lettre à la ministre signée par 402 médecins de toute la France

C'est lundi que la lettre écrite par les médecins hospitaliers a été envoyée, avec accusé de réception.

